

## La CGT et son journal sur les routes du Tour de France



### L'ÉDITORIAL

De l'argent : pour l'emploi, les salaires et les services publics

### ACTUALITÉS INTERPRO

Des usagers mobilisés pour défendre l'Hôpital du Nord-Mayenne

### CHRONIQUE

Châteaubriand ...

### REPERES JURIDIQUES

L'expertise par le CSE, l'exemple de la polyclinique du Maine

### BILLET D'HUMEUR

S'adapter, mais à quoi ?

*En Supplément*

**Spécial Comité Général de l'Union Départementale tenu à Ahuillé le 03 juin 2021**

**Trombinoscope de la nouvelle Commission Exécutive de l'U.D**

# Un camarade sur le Tour de France

Ce 29 juin 2021, à la veille du passage du Tour de France (Etape contre la montre), je m'aventure avec mon vélo des années 1951 sur les routes de Laval-Changé avec ses vallons et ses dévers, lorsqu'arrivée entre Saint Jean et Louverné, je rencontre des camarades de la CGT.

Moi, cycliste d'AUDAX Lavallois, travailleur à la ville de Laval et Syndiqué, je m'arrêter pour les saluer. La rencontre est fraternelle, que se passe t-il ? La CGT prépare le passage du Tour de France.

Je rencontre des jeunes, je partage avec les camarades présents, nous débattons et échangeons, et oui, la CGT est présente sur le Tour de France.

Les débats et discussions relatent forcément ce moment important pour moi, « le Tour de France ». Nous partageons nos mémoires, nos souvenirs.

Mais nous nous rappelons que ce moment populaire, mondiale et gratuit est accessible à tous et notamment aux travailleurs.

Sur le vélo je suis intarissable. Avec la CGT, c'est le seul moment où je peux partager un peu de fraternité, où la rencontre avec les autres est forte et riche. C'est dans ces instants là où mes valeurs sont mises en avant et où je me retrouve. Ce sera un souvenir fort de ma vie, et pourtant j'en ai vécu.

Merci aux camarades pour leur accueil, pour notre engagement commun, et pour m'avoir permis de vivre ces instants en leur compagnie.

Par Jean Philippe LETOURNEUR



## Le billet d'humeur

Par Nouredine SLIMANI

### S'adapter, mais à quoi ?

**T**out le monde se souvient et il n'y a pas si longtemps que ça. 20h00 pétañte, de leur balcon ou terrasse, des citoyens applaudissaient les « premiers de corvées ».

Au péril de leur vie, ils ont affronté avec des moyens et structures dérisoires l'une des pandémies les plus meurtrières de notre siècle. Après la tempête, leur liberté est prise en otage.

La position de la CGT consiste en la nécessité de la vaccination pour combattre efficacement la pandémie, elle s'oppose à son obligation, préférant la voie de la conviction.

L'approche du Monarque et de son gouvernement aura forcément des conséquences graves sur le monde du travail, alimentant un clivage entre citoyens détenteurs d'un pass et les autres.

Beaucoup de questions restent en suspens ( CDD, intérimaires, suspension du contrat de travail, le motif du licenciement ...). Ce ne sont que des mesures ré-



gressives pour les salariés.

Un coup d'arrêt. C'est ce que le virus a imposé à la planète. Comme un avertissement lancé à l'espèce humaine. La Covid-19 pourrait même plutôt achever de nous décomposer. En nous assignant à résidence et nous obligeant à exécuter les directives du Monarque.

Dans les entreprises, évaluation, compétition, sélection et numérisation continuent à s'imposer sans délai et quoi qu'il en coûte à notre santé et nos vies surmenées.

Les conséquences du néolibéralisme et ses postulats imposent à l'espèce humaine d'accélérer le mouvement, bouger sans

cesse pour se caler sur le rythme effréné de la société. Il faut être actif, flexible, mobile, rapide pour obéir aux exigences contemporaines.

Nous avons plutôt besoin de stases, c'est-à-dire des moments où nous nous arrêtons. Nous éteignons nos écrans et nous déjouerons toutes les continuités que l'on a pensées pour nous.

Le mouvement et le rythme ne peuvent être la norme qui fera, par magie, oublier à chacun de nous qu'avoir une vie en dehors du travail est beaucoup plus épanouissant.



Juillet-Août 2021 / Numéro 240  
Journal d'information syndicale  
Edité par l'Union Départementale des  
syndicats CGT de la Mayenne

Toutes l'actualité de l'Union Départementale  
CGT de la Mayenne est aussi  
sur le site internet [www.jacg53.fr](http://www.jacg53.fr)  
et sur Facebook UD CGT 53 - Mayenne

**Journal d'information de l'Union  
Départementale des syndicats  
CGT de la Mayenne.**  
Maison des syndicats  
17 rue Saint Mathurin BP 91017  
53010 Laval Cedex  
Tél : 0243532073  
Fax : 0243569472  
Courriel: [egt.mayenne@wanadoo.fr](mailto:egt.mayenne@wanadoo.fr)

**Directeur de la publication**  
Franck ELIE.  
**Responsable de rédaction**  
Nouredine SLIMANI.  
**Équipe de rédaction**  
Martine AMELIN, Denis OR-  
RIERE, Franck ELIE, Valérie  
FONTAINE, Frédéric MUR

**Maquette et mise en page**  
Nouredine SLIMANI  
**Courriel rédaction**  
[contactud53@gmail.com](mailto:contactud53@gmail.com)  
**Impression**  
PEGASE IMPRIMEUR  
Zone des BOZEEES  
19, rue de Bruxelles  
53000 Laval

Tél : 0243531597  
**Diffusion** La poste  
Tirage : 1950 exemplaires  
Dépôt légal  
CPPAP 1225 S 05638  
**Ont participé à ce numéro**  
Cgt CORIOLIS - Michèle BLOT-  
Jean-Yves LANDEMAIN - Jean  
Philippe LETOURNEUR

**Union Départementale CGT  
de la Mayenne**  
17 rue Saint Mathurin BP 91017  
53010 Laval Cedex  
0243532073  
[Cgt.mayenne@wanadoo.fr](mailto:Cgt.mayenne@wanadoo.fr)  
**Secrétaire Général** Franck Elie  
**Secrétaire administrative** Hélène Macé

**Union locale de Château-Gontier**  
Rue Boulet Lacroix 53200 Château-  
Gontier  
0243070649

**Union Locale de Mayenne**  
12 rue Guimond des Rivières 53100

Mayenne  
0243000416  
**Secrétaire de l'U.L.** Joseph LECRIVAIN

**Union Locale de Renazé**  
60 rue Victor Fourcault 53800  
Renazé  
0243095954

**Secrétaire de l'U.L.** Valérie BOURGOIN

**Union Locale d'Evron**  
08 rue de Neau  
53600 Evron



## L'édito

Franck Elie Secrétaire Général de l'Union Départementale

### De l'argent

POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES  
ET LES SERVICES PUBLICS

**pas pour le capital !**

**E**n France, la crise sanitaire a été l'occasion, pour le gouvernement, non pas d'un changement de cap pourtant indispensable, mais d'un approfondissement des politiques. Les libertés publiques ont été encore davantage étouffées, avec une série de décisions et lois liberticides, de celle sur la « sécurité globale » à celle sur les « séparatismes ». Alors que les plus riches et les entreprises du CAC 40 ont vu leurs richesses augmenter pendant l'année 2020, il s'agit une fois encore de faire payer cette crise aux chômeurs et chômeuses, et retraité-es, et globalement au monde du travail.

Heureusement, des solidarités locales et internationales se sont multipliées. Les mobilisations sociales et écologiques avaient été stoppées en plein vol quand la crise sanitaire a explosé (mobilisations contre la réforme des retraites, marches pour le climat...). Mais petit à petit, nos mouvements réoccupent l'espace public ... Petit à petit, nous retrouvons la joie de militer et l'espoir d'une transformation écologique, solidaire et démocratique du monde.

La CGT n'est pas dupe des objectifs du gouvernement. Le Pass sanitaire est d'abord une remise en

cause des libertés de circulation et de l'anonymat. Il poursuit le démantèlement du code du travail et du statut de la fonction publique.

Le président de la république et son gouvernement accélèrent leur politique libérale et annoncent de nouveaux reculs sociaux. Nous refusons de travailler jusqu'à 64 ans. Le financement de la sécurité Sociale doit reposer sur les cotisations sociales. La population doit être protégée contre tous les risques en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins.

Plus que jamais, nous assistons à la précarisation du travail, au retour du travail à la tâche et

journalier, à l'aggravation de la détérioration des conditions de travail.

Stop à la culpabilisation et à la punition des précaires et privé.es d'emploi : la réforme de l'assurance chômage doit tout simplement être abandonnée. Il y a par contre URGENCE à stopper les grands plans de licenciements et de suppressions d'emplois.

Les atteintes au droit du travail doivent stopper. Nous exigeons un code du travail protecteur ! Pas un outil politique menant les travailleurs et travailleuses à la précarité !

Au nom du remboursement de la dette, tout ce qui est collectif est bradé, saccagé, fermé...

Nos hôpitaux et ses personnels sont à bout de

souffle ; nos écoles sont laissées à l'abandon ; nos administrations sont asphyxiées par les démantèlements successifs !!!

Le Service Public ne peut plus être rendu correctement !!!

**L'argent produit par les travailleuses et travailleurs doit servir l'intérêt public pour le plus grand nombre !!! PAS à une caste de privilégiés !!! Pour répondre aux besoins de la population, il est également URGENT de maintenir et de développer nos capacités industrielles.**

**Ayons une rentrée offensive et mobilisons-nous tous le 5 Octobre.**





## les salariés du Centre de tri de Bonchamp (la poste) en grève

**A**ppel unitaire en Mayenne le 18 Mai 2021 de 3 Organisations Syndicales : Cgt, FO et Sud. Le taux de gréviste était de 21% pour les facteurs qui sont environ 300 dans le département.

**Côté guichetiers et banque postale, le taux était de 8.9%**, les effectifs tournent autour de 130 agents en Mayenne. **Revendications portées ce jour-là:** L'arrêt des réorganisations incessantes dans les services qui génèrent stress et suppression d'emploi ! L'arrêt des fermetures de bureaux et l'embauche de chargés de clientèle.

L'embauche de TOUS les CDI Intérimaires en CDI Poste à temps complet. Le versement de la totalité de la prime qualité à l'ensemble des agents au

Courrier. Le versement de la prime d'intéressement pour tous les postiers.

La valorisation et une vraie prise en compte de la distribution de la Publicité Non Adressée dans la charge de travail du facteur. La valorisation et reconnaissance des compétences et expériences par une revalorisation et une augmentation des salaires dignes de ce nom pour tous...

**L'action du 18 Mai a été un moment fort de mobilisation sur l'ensemble du territoire national**, si bien que La Poste a été contrainte de reconvoquer les Organisations Syndicales pour continuer les négociations engagées pour un accord national dit "social".

**Quelques avancées portées par la Cgt** sont actées dans cet accord de

branche notamment à propos des critères d'octroi de la prime qualité pour les facteurs pour l'année 2020, année exceptionnelle en lien avec la pandémie qui avait permis à La Poste de geler le calcul de cette prime basée sur la productivité.

La Poste revient sur le calcul de la prime en octroyant une prime minimale aux agents n'ayant pas pu atteindre les objectifs car absents en 2020 pour cause d'éviction de service ou de maladie ou garde d'enfant et chômage partiel...

C'est une avancée importante. Néanmoins le combat reste à mener sur le besoin d'embaucher à La Poste.

Seuls **10 CDI Poste facteurs embauchés sur le 1er semestre 2021 pour les 3 départements:** 49, 53 et 72.

Huit nouveaux CDI sont annoncés par la Direction régionale pour la rentrée sur le même périmètre.

Il y a actuellement un 1/3 des effectifs facteurs embauchés en contrat intérim en Mayenne (environ 100).

C'est donc autant de CDI Poste que la Cgt revendique pour le département. **Côté guichetier/chargés de clientèle**, cela fait plus de 15 ans qu'il n'y a aucune embauche de faite en Mayenne, d'où la fermeture incessante de bureaux de poste. Les prochains sur la liste sont nombreux: Ambrières, Lassay, Pré en Pail, Renazé, tous d'ici fin 2021, Cossé le Vivien est menacé de fermeture en 2022.

**La Cgtfapt53 reste mobilisée avec le personnel et les usagers, elle continue à revendiquer pour le maintien de l'emploi à La Poste, pour un service public postal de qualité et de proximité sur le département.**

Par Michèle BLOT

# Supplément

## Comité Général

Ahuillé, le 03 juin 2021

### Un Comité Général pour une autre étape de l'Union Départementale

**A**près plusieurs reports de notre 54<sup>ém</sup> congrès de l'Union Départementale, pour cause de pandémie, nous avons tenu un Comité Général le jeudi 3 juin à Ahuillé. Impossible de manquer l'entrée du complexe du « petit Bignon », bien délimitée par des drapeaux CGT. La pluie était au rendez-vous, nous aussi. Malgré une jauge limitée, protocole sanitaire oblige, la majeure partie des syndicats était bel et bien représentée. La salle décorée aux couleurs de notre syndicat nous attendait pour un café d'accueil.

Avec un léger retard sur l'horaire indiqué, nous entamons le programme très chargé de ce comité général. A la tribune pour orchestrer cette matinée, Catherine PARIS – secrétaire régionale des Pays de la Loire, Carole ROUAT – membre de la commission exécutive, Franck ELIE – secrétaire départemental et Joseph LECRIVAIN – secrétaire union locale Mayenne. En guise d'introduction, Franck nous présente le mot de Philippe MARTINEZ à destination de tous les camarades du département. Sympathie, rappel des luttes et encouragements pour la future direction. Nous ne pouvons

pas commencer cette journée de travail sans rendre un dernier hommage aux syndiqués disparus. Une minute de silence a été effectuée en leur souvenir.

9h00 : ouverture officielle du comité

Rapport d'activités : Franck nous rappelle dans son mot d'introduction le contexte passé depuis l'arrivée du Président Emmanuel MACRON, mise en place du CSE, des réformes anti-sociales dont notamment celle des retraites qui a

mobilisé et qui mobilisera encore car le sujet est loin d'être clos, ainsi que tous les temps forts et les actions menées ... puis enchaîne sur l'actualité, les résultats des élections TPE 2021, avec ces constats : représentativité 2-place, recul national - 150 000 voix, seule organisation syndicale à reculer (-1.9%). L'implication des syndicats, qui privilégient leurs mandats en entreprise et ne s'impliquent pas assez au niveau de l'union départementale ... Des pistes de progrès et de solutions pour amélio-

rer cette situation sont évoquées. Notamment, la syndicalisation qu'il faudra remettre au goût du jour, l'implication sur tout le territoire du département, le maillage à renforcer sur les unions locales. Il va falloir redynamiser certaines zones et certains secteurs. Certes le contexte n'est pas propice mais il va falloir s'adapter. Le mot de la fin de ce rapport très riche et très complet, se résume à cet état de fait, « la commission exécutive est le moteur de l'union départementale et les syndicats son carburant ». Sans l'implication de tous nous n'y arriverons pas.

.....Suite page 4



Débats et échanges avec les participants.

# Trombinoscope

Mandat 2021—2025

Franck ELIE



Secrétaire Général de l'UD  
EDF GDF LAVAL

## LE BUREAU DE L'UD

Il se compose du secrétaire général et 5 membres siégeant à la Commission Exécutive.

Jean-Yves LANDEMAINE



Relations extérieures  
RETRAITÉ SED-MOULINEX

Carole ROUAT



Vie syndicale & politique  
financière  
COPIRUTE LAVAL

Patrice LOUIS



Droit Liberté Action  
Juridique (DLA)  
COPIRUTE LAVAL

Joseph LECRIVAIN



Fonction Publique & vie des  
Unions Locales  
TERRITORAUX MAYENNE

Marine PERRAULT



Trésorière de l'UD  
RETRAITÉE CARPENTER

## MEMBRES DE LA CFC

Claire JAN

RETRAITÉE

Christophe ROCHE

LA POSTE LAVAL

Jose NESA

EDF GDF LAVAL



# COMMISSION EXÉCUTIVE

MEMBRES ÉLU(E)S À L'ISSU DU COMITÉ GÉNÉRAL DE L'UD DU 03 JUIN

**Éric BOISSOU**



UL Château-Gontier  
HUTCHINSON

**Gérard BRION**



Secteur métallurgie  
TENNECO AUTOMOTIVE

**Martine AMELIN**



Communication  
Retraite RATP

**Jorge D'ALMEIDA COELHO**



Conseiller du salarié UL  
RAPIDO MAYENNE

**Martial EMERY**



Soutien aux ULUGICT  
GLAXO WELCOME PRODUCTION  
GSK

**Michèle BLOT**



Soutien Fonction Publique  
LA POSTE LAVAL

**Valentin HACHET**



En charge des jeunes  
LA POSTE LAVAL

**Jean Philippe LEMAITRE**



Déploiement / Comm  
MULTITUDE TECHNOLOGIE

**Valérie FONTAINE**



Communication  
MACIF LAVAL

**Emmanuel LEMARIE**



UL Mayenne  
MOULNEK-SES MAYENNE

**Frédéric MUR**



Site internet & comm  
URSSAF LAVAL

**Sophie GALLIENNE**



Formation  
LAVAL MAIRIE

**Denis ORRIERE**



Déploiement / Comm  
VALEO - LAVAL

**Philippe RENARD**



Déploiement / Comm  
TERRITORIAUX MAYENNE

**Maryline HAMON**



Fonction Pub / Trésorerie  
LA POSTE LAVAL

**Christophe ROQUAIN**



Réseaux sociaux  
EDUC ACTION 53 LAVAL

**Jean Luc ROULAND**



Déploiement & Comm  
EDUC ACTION 53 EVRON

**Melissa LECANU**



En charge des jeunes  
EDF GDF LAVAL

**Patrick ROUSSEAU**



Logements sociaux et FJT  
EDF GDF RETRAITE LAVAL

**Noureddine SLIMANI**



Communication  
BRIQ GRAPHIQUE LAVAL

**Linda SEGURA MANGE**



Secteur santé  
CENTRE HOSPITALIER LAVAL



Les travaux du Comité Général

Débat sur l'actualité et notre vie syndicale :

Dans la salle, Denis membre de la C.E. ouvre les échanges. Il évoque notamment la multitude de sujets pour de multiples batailles ce qui par cascade nous éparpille et engendre une difficulté à fédérer. La descente d'information du national mais aussi et surtout de l'UD sur les UL n'est pas assez efficace. Un plan de communication réactif et ciblé est à mettre en place pour tenter de contrecarrer les actions menées par le gouvernement. « Le temps syndical n'est pas le temps politique » précise Catherine PARIS.

Bruno représentant du collectif privé d'emploi reprend le flambeau et évoque les difficultés à se faire connaître et un certain sentiment d'impuissance face à ce rouleau compresseur que représente l'Etat.

La CGT/Educ 53 par la voix de Véronique revient sur le sujet de la retraite et interpelle sur le manque d'implication de la jeunesse sur cette thématique, qui sera pourtant la plus impactée par cette réforme. Pour rappel, l'Éducation nationale est le 1er employeur de personnel précaire. Pour un exemple local : 1/3 de contractuels pour le lycée R.BURON. Faut-il voir une relation de cause à effet.

Un autre camarade interpelle sur la base qui ne se

reconnaît pas ou plus sur l'identité nationale mais qui vote pour le candidat local « on vote pour vous et non pour la CGT ». Divers autres sujets sont évoqués comme le non-partage des richesses, la défense de la sécurité sociale, la difficulté à mener de front les réunions et les luttes – vie perso/pro et syndicale, des formations internes annulées fautes de participants, corrélation secteur public/secteur privé, plan de syndicalisation...

Tous ces partages d'expériences aussi riches que diversifiés, nous rappellent pourquoi la CGT existe et pourquoi nous sommes tous là. Il faut défendre ce que nos

aînés ont obtenu et se battre aujourd'hui pour conquérir des nouveaux droits correspondant à notre société actuelle. Certes le travail est conséquent et sera laborieux mais pensons aux générations futures comme nos aînés ont pensé à nous. Après ces échanges denses et constructifs, la fin de matinée fut consacrée à la révision des statuts et leurs validations.

En début d'après-midi, à la tribune, changement de camarades. Nous accueillons en remplacement de Joseph et Carole, Jean-Yves LANDEMAINE et Martine PERAULT - membre de la C.E. Martine en charge de la comptabilité de l'UD, nous présente le rapport de la Commission Financière et de Contrôle. Le budget 2020 fait l'objet d'explications pour mieux comprendre et cerner les difficultés et les répercussions liés notamment à la crise sanitaire mais aussi au retard de paiement des cotisations. Un bilan est effectué sur les différentes lignes comptables, recettes et dépenses réalisées.

Nous poursuivons avec la présentation du projet d'addendum sur « la crise

sanitaire et impacts sur notre société d'aujourd'hui » et « la crise sanitaire et montée en puissance du télétravail ».

Après validation de celui-ci, nous désignons par vote à bulletin secret la future Commission Exécutive. Après dépouillement, cette dernière sera composée de 27 membres dont vous trouverez le détail dans le trombinoscope ci-contre. Dans la foulée, la première réunion est fixée au lundi 21 juin avec pour principal ordre du jour « rôle et mission des membres ». Le mot de la fin revient à celui qui avait commencé cette journée à savoir le secrétaire général de l'U.D, Frank ELIE. Ce dernier rappelle les luttes passées, présentes mais aussi futures, le travail qui attend la nouvelle CE. Travail d'autant plus important qu'il est nécessaire. Travail d'autant plus essentiel qu'il prépare notre avenir.

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin » proverbe africain

Par Frédéric MUR



Membres de la Commission Exécutive de l'U.D



### Centre Hospitalier du Nord MAYENNE. Des Usagers mobilisés pour la défense de l'Hôpital et des soins de santé publics.

**A** plusieurs reprises la population de l'ensemble du territoire du Nord Mayenne a vu une large mobilisation afin de défendre le service public de santé en l'occurrence le CHNM. 3000 personnes ont manifesté dans les rues de Mayenne.

Il s'agit ni plus ni moins de garantir un service de santé de qualité, un hôpital ouvert à tous, avec des soins qui correspondent à l'attente des habitants. Le Nord Mayenne est déjà un désert médical :

nous manquons de mé-

decins généralistes et de médecins spécialistes.

La fermeture envisagée de la chirurgie dite conventionnelle et de la surveillance continue de soins intensifs imposée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) en vue d'un « partenariat » entre le CH de LAVAL et celui de MAYENNE est inacceptable et ne correspond en rien aux attentes de la population, des usagers, des patients.

Depuis 2014 notre Hôpital de Mayenne a vu la suppression de 79 lits, avec des postes de soignants

en moins.

Tout cela est la conséquence des différents plans de santé notamment ceux dits « BACHELOT et TOURAINE ». Les politiques notamment locaux qui ont accompagné ces plans par leurs votes ont donc une grande responsabilité dans la situation actuelle de notre hôpital et de l'offre de soins de santé.

Les belles paroles aujourd'hui de nos élus politiques de tous bords ne suffisent pas. Il nous faut des actes et des engagements concrets.

C'est bien l'avenir du territoire du Nord Mayenne qui est en jeu et plus largement la défense des services publics. Chaque citoyen doit pouvoir être soigné au plus proche avec un service de qualité, c'est cela l'égalité dans l'accès aux soins. Il ne doit pas y avoir de laissé pour compte.

Restons vigilants, soyons prêts et mobilisés pour les différentes actions qui seront nécessaires pour la défense du centre hospitalier, pour faire reculer les projets de l'ARS et des politiques. Plus nous serons nombreux, plus nous serons forts.

*Par Jean-Yves LANDEMAINE*



**COFIDUR EMS**

### La CGT COFIDUR, signataire des NAO 2021

Pour la CGT, ces négociations sont satisfaisantes. En effet, nous obtenons pour le 1er et 2ème collège : 1,5 % d'augmentation générale et 0,3 % d'augmentation individuelle et pour le 3ème collège : 1,8 % en augmentation individuelle.

pour une fois, la CGT est signataire de cet accord, nous obtenons 1,5 % d'augmentation générale et c'est inédit. En plus tout est donné en juillet alors que traditionnellement la Direction divise en deux fois les augmentations générales, l'une en juillet et l'autre en décembre. Nous avons néanmoins précisé à la Direction que si les comptes sont en positifs en fin d'année, il faudra faire un réel effort sur les augmentations générales en 2022.

## Les barbares voulaient les tuer, ils les ont rendus immortels.

**O**ctobre 1942, en pleine occupation, deux femmes prennent le train à la gare Montparnasse. Jacqueline Timbaud et sa mère se rendent à Châteaubriant. La sentinelle allemande en faction à l'entrée de la carrière ne pourra pas s'opposer à l'adolescente venue déposer des fleurs au pied d'un poteau d'exécution. Un an plus tôt, Jean-Pierre Timbaud, leur père et mari, y avait trouvé la mort, fusillé avec 26 de ses camarades.

Il était de ces militants, communistes, syndicalistes, trotskistes, francs-maçons, arrêtés par milliers durant les rafles d'octobre 1940. Pressé de montrer son zèle à l'occupant nazi et animé d'un esprit revancharde depuis le printemps 1936, Pétain faisait la chasse aux opposants.

Ces résistants de la première heure, à qui l'on refusera longtemps toute reconnaissance, sont souvent emprisonnés sans procès ou condamnés, parfois à mort. Ballotés de camps en camps, ils sont plusieurs centaines à échouer au camp de Choiseul, à Châteaubriant.

Il y a quatre-vingts ans, le 20 octobre 1941, un officier allemand est abattu à Nantes. L'occupant nazi exige l'exécution d'otages. Le ministre de l'intérieur, Pucheu, ancien du patronat de la métallurgie, se hâte d'établir une liste, il les connaît bien ceux qu'il faut éliminer.

Le 22 octobre, ils sont

27 à être emmenés pour être exécutés. C'est alors que retentit la Marseillaise, chantée dans les camions où sont montés les otages et reprise dans les baraques où sont enfermés les prisonniers. Une Marseillaise qui s'égrène à travers les rues de Châteaubriant.

Ils seront fusillés par groupe de neuf.

Les balles sont allemandes mais les poteaux d'exécution sont français.

Le même jour, dans des conditions identiques, 16 autres camarades sont fusillés à Nantes et 5 au Mont Valérien. Deux jours plus tard, ils seront 51 à être exécutés à SOUGES.

Ils n'avaient aucune vocation à devenir des héros. Ils venaient de tous les horizons, ouvriers, enseignants, médecins, artisans, étudiants. Le plus jeune d'entre eux avait 17 ans, il se nommait Guy Moquet, le plus âgé avait 58 ans, son nom était Titus Bartoli.

Ils avaient un point commun, être considéré comme des « hommes dangereux » parce que vecteurs d'idées subversives.

Attachés au poteau, ils ont gardé les yeux ouverts et regardé leurs bourreaux en face. Con vaincus que leur mort ne servirait pas leurs assassins, ils ont transmis des messages d'espoirs à leurs camarades, leur demandant de poursuivre le combat jusqu'à la victoire.

Cette exécution de

masse généra immédiatement une vague d'émotion qui peu à peu s'étendit dans tout le pays. Loin de dissuader les futurs combattants, ces représailles ne firent que créer des vocations, en révélant le vrai visage des nazis.

C'est grâce à eux, à toutes celles et à tous ceux qui se mobilisèrent dès les premières heures de l'occupation et même avant aux côtés des Républicains Espagnols, que le conseil National de la Résistance a pu voir le jour.

Plus que jamais, il faut revenir aux valeurs que partageaient les résistants et résistants mettant l'humain au cœur des préoccupations.

En 2021, nous sommes en résistance contre les injustices qui perdurent dans ce monde, en résistance face aux menaces contre les ressources de la planète, en résistance face aux fanatismes religieux, en résistance contre les idées fascistes, racistes et communautaristes, en résistance à la folie du capitalisme prédateur qui se réserve la vaccination, en résistance face aux dirigeants de grandes puissances économiques qui laissent exécuter des peuples entiers.

Alors oui, plus que jamais, faisons nôtre le message que Guy Moquet nous a laissé sur la Baraque 6 au camp de Choiseul. **Soyons dignes d'eux.**

53 Union Départementale des syndicats CGT de la Mayenne.  
Maison des syndicats, 1<sup>er</sup> rue Saint Mathurin BP 9181 - 53100 Laval Cedex  
Tél : 024352873 Fax : 024350872 E-mail: udmayenne@orange.fr

**Assemblée Générale**



**VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021  
DE 09H00 À 16 H00  
PALINDROME À LAVAL**

Toutes l'actualité de l'Union Départementale CGT de la Mayenne est aussi sur le site internet [www.la53.fr](http://www.la53.fr) et sur Facebook U.D.CGT 53 - Mayenne

**RETRAITÉS**

**ON A TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER**

**Le vendredi 01 octobre**

Mobilisation à l'appel de l'intersyndicale « des 9 »



Union Syndicale des Retraités de la Mayenne

**12<sup>ème</sup> congrès**

**19 OCT 2021**

Salle du bois de l'Huisserie

N'oubliez pas de renvoyer votre coupon de participation ou de vous inscrire auprès des responsables de l'USR

**La ville de Laval nous contraint à demander le pass sanitaire lors de l'entrée dans les salles municipales.**

## La demande d'expertise par le CSE (Comité Social et Économique) : l'exemple de la Polyclinique du Maine

Par Martine AMELIN

**A**u printemps 2021 les élus CGT de la Polyclinique du Maine demandait lors de la réunion du CSE deux expertises : l'une sur la situation économique, l'autre sur les Risques Psycho Sociaux. La direction, sûre de son pouvoir, assignait les élus devant le juge pour contester la demande. La justice a reconnu le droit des élus à demander ces deux expertises et ordonner à la direction de s'y soumettre. Les expertises sont en cours.

Nous souhaitons profiter de cet exemple pour revenir sur les droits des élus du CSE face à l'expertise.

Dans les entreprises comptant au moins 50 salariés, le CSE, peut, décider de recourir à un expert-comptable ou à un expert agréé. Les frais d'expertise sont, selon le cas, à la charge de l'employeur ou répartis entre l'employeur et le CSE à hauteur de 80 % du coût pour le premier et 20 % pour le second.

Le choix de l'expert est laissé à l'appréciation du CSE ; des recours de l'employeur sont toutefois possibles lorsqu'il conteste le choix de l'expert, son coût ou l'opportunité de l'expertise. Des recours du CSE sont également possibles, notamment lorsque l'expert ne dispose pas des moyens d'accomplir la mission qui lui est confiée.

Le CSE peut également faire appel à tout type d'expertise rémunérée par ses soins pour la préparation de ses travaux.

Le CSE peut décider de recourir à un expert-comptable dans le cadre des consultations récurrentes :

- ▶ En vue de la consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise ;
- ▶ En vue de la consultation sur la situation économique et financière de l'entreprise.

L'expert-comptable exerce sa mission dans les conditions fixées par les articles L. 2315-89 et L. 2315-90 du code du travail ;

▶ Dans le cadre de la consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi ;  
Lors de problématiques ponctuelles :  
Lorsqu'il est consulté dans le cadre d'une opération de concentration. Lorsqu'il fait usage de son droit d'alerte économique.

Lorsqu'il est consulté dans le cadre d'un projet de licenciements collectifs pour motif économique.

Lorsqu'il est consulté dans le cadre d'une offre publique d'acquisition.

L'expert-comptable exerce sa mission dans le cadre fixé par l'article L. 2315-93 du code du travail.

Le CSE peut faire appel à un expert habilité.

1° Lorsqu'un risque identifié et actuel, révélé ou non, par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnelle est constatée dans l'établissement.

2° En cas d'introduction de nouvelles technologies ou de projet important modifiant les conditions de santé ou de sécurité ou les conditions de travail.

3° Dans les entreprises d'au moins 300 salariés, en vue de préparer la négociation sur l'égalité professionnelle.



la  
formation  
syndicale

Du 04 au 08 octobre  
CSE prise de mandat

Le 18 octobre  
S'impliquer dans la CGT  
(Accueil)  
Cette formation est délocalisée à l'UL d'Evron

Du 08 au 10 novembre  
Participer à la vie de la CGT  
Module 1  
.....  
Du 06 au 07 décembre  
Module 2  
.....  
Du 08 au 10 décembre  
Module 3

Les 25 & 26 novembre  
Journée d'études  
Quelle approche CGT sur les  
risques psychosociaux et la  
souffrance au travail

À la demande  
Formation COGITEL  
Formation COGÉTISE

Plus d'infos

Collectif formation UD CGT 53

17 rue Saint Mathurin  
BP 91017 - 53010 Laval Cedex  
Tél : 0243532073  
Courriel: [ud53formation@orange.fr](mailto:ud53formation@orange.fr)  
Site internet : [www.lacgt53.fr](http://www.lacgt53.fr)

# Une grève gagnante chez CORIOLIS

**L'**entreprise CORIOLIS de Laval est un centre d'appel qui a pour principaux clients EDF, GrDF et CARMA (assurance du groupe Carrefour). Elle emploie sur le site de Laval plus de 300 salariés qui répondent aux usagers. Les conditions de travail et de management sont dures et le turn-over est important.

Le 28 mai, les élus CGT ont remis un courrier à la direction portant les revendications de l'ensemble des salariés. Le 21 juin en l'absence de réponse de la direction, le

syndicat CGT, suivi par les autres syndicats représentatifs, appelait les salariés à faire grève. D'autres sites CORIOLIS à Angers ou Amiens se sont également mis en grève.

Du 21 juin jusqu'au 5 août, date de signature du protocole de sortie de grève, les salariés ont été mobilisés : les premières semaines seul le lundi était jour de grève mais très rapidement les salariés ont débrayé une heure ou plus, et de façon très majoritaire. Difficile d'avoir les véritables chiffres de grévistes car la direction refuse de les

communiquer, mais les plateaux se sont quelquefois retrouvés complètement vides et nous estimons à plus de 50% le nombre de grévistes en moyenne.

Le 4 août, la direction sortait de son silence et ouvrait les négociations : Nous avons obtenu : La mise en place de la charte Télétravail se fera au 1er août au lieu du 1er octobre.

Les jours fériés ne seront plus utilisés comme des jours de repos : auparavant lorsque le samedi était travaillé, les jours fériés en semaine étaient considérés comme jours de repos.

Le nouveau calcul de la prime variable ne sera pas appliqué : ce nouveau calcul pouvait en-

traîner pour certains conseillers une division par 4 de cette prime. Concernant l'accord de modulation qui est en cours de renégociation nous avons obtenu quelques améliorations immédiates :

Le paiement des heures de modulation, majorées de 25%, réalisés entre le 1er juin et le 30 novembre sur la paie de décembre : auparavant les heures de modulation n'étaient payées qu'une fois par an.

La planification sera plafonnée à 39h : l'accord actuel prévoit 42h Pas de modulation les semaines avec les samedis travaillés

La mobilisation paie, les salariés restent mobilisés.

Par L'équipe CGT CORIOLIS

## TENNECO

### Trois questions à Gérard Brion Délégué Syndical CGT.

#### Quelle est la situation de l'emploi chez TENNECO ?

Encore des salariés à la porte en 2022 ? C'est en tout cas la crainte du syndicat CGT de Saint-Berthevin. Le sous-traitant automobile n'en finit plus de faire fondre ses effectifs, depuis quatre ans.

#### Quel est l'état des effectifs, aujourd'hui ?

En 2017, près de 330 salariés travaillaient dans l'usine pour une fabrication de pots d'échappement qui atteignait le million de pièces. Aujourd'hui, TENNECO en fabrique à peine 350.000 et emploie environ 180 salariés.

#### Quelles sont les menaces sur l'emploi ?

Une quarantaine de postes seraient menacés l'année prochaine. Aujourd'hui, le groupe américain souhaite réorienter son portefeuille les consommateurs vers Renault, et les constructeurs vers les gammes (Midas ou par exemple). Et pourtant le marché de se porte en- Les emplois sur le site de Saint-Berthevin sont menacés. Les conséquences directes sur l'autre site TENNECO à Ernée, où sont employés neuf salariés.



Propos recueillis par Valérie FONTAINE

## PERMANENCE JURIDIQUE

**UD CGT 53**

**DES QUESTIONS SUR LE DROIT DU TRAVAIL ?  
SUR UN CONTRAT ?  
DES INFORMATIONS SUR LE SYNDICAT,  
SUR LA CGT ?**

**VENEZ RENCONTRER NOS MILITANTS LORS DE  
NOS PERMANENCES !**

**Union Départemental Laval  
17, Rue Saint Mathurin  
Tél : 02 43 53 20 73**

**Tous les mardis sur RDV**

**Union Locale de Mayenne  
Rue Guimond des Riveries  
Tél : 02 43 00 04 13**

**Tous les lundis de 16h00 17h00**

**Union Locale de Château-Gontier  
Rue Boulet Lacroix  
Tél : 02 43 07 06 49**

**Accueil sur Rendez-Vous**

**Union Locale de Renazé  
La Maison Pré  
60 Bis Rue Victor Fourcault  
Tél : 02 43 09 59 54**

**Accueil sur Rendez-Vous**